

**Art. 3.** In artikel 119 van hetzelfde besluit vervallen de woorden « en door enig middel van bekendmaking, dat de Minister doeltreffend acht ».

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut der personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 februari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

F. 93 — 826

**17 FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 mai 1991 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 32 et 80 remplacés par l'arrêté royal du 16 février 1983 et l'article 94, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 mai 1991;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 mai 1991 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 1er, 2, 3, 11, 12, 13, 15, 16, 20, 21, 22, 24 et 25;

Vu le protocole du 24 juillet 1992 du Comité de Secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 25 janvier 1993,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 mai 1991 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Les emplois des fonctions de recrutement à conférer par mutation sont portés à la connaissance des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française par avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de mars de chaque année.

Cet avis indique que les emplois vacants des fonctions de recrutement peuvent être conférés par mutation aux membres du personnel, nommés à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française à la fonction de recrutement dont relève l'emploi à conférer, titulaires d'un emploi de ladite fonction et qui ont reçu la mention « bon » au moins au dernier bulletin de signalement à eux attribué dans ladite fonction.

Cet avis invite les membres du personnel intéressés par les emplois déclarés vacants au *Moniteur belge*, à introduire une demande de mutation.

Cet avis invite également les membres du personnel désireux d'obtenir une mutation dans l'emploi d'une fonction de recrutement devenu vacant suite aux mutations intervenues au premier tour ou aux tours suivants, à introduire une demande de mutation.

Cet avis précise la forme et le délai dans lesquels ces demandes de mutation doivent être introduites ».

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est abrogé.

**Art. 3.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les demandes de mutation visées à l'article premier doivent être envoyées, sous pli recommandé à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé dans le même article.

Elles doivent être introduites dans le délai fixé. Celui-ci ne peut être inférieur à vingt jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de publication au *Moniteur belge* de l'avis visé à l'article premier.

**Art. 4.** L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. Les emplois des fonctions de sélection à conférer par mutation sont portés à la connaissance des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique que ces emplois peuvent être conférés par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française, à la fonction de sélection dont relève l'emploi à conférer, titulaires d'un emploi de ladite fonction et qui ont reçu la mention « bon » au moins au dernier bulletin de signalement à eux attribué dans ladite fonction.

Cet avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes de mutation doivent être introduites ».

**Art. 5.** L'article 12 du même arrêté est abrogé.

**Art. 6.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. Les demandes de mutation visées à l'article 11 doivent être envoyées, sous pli recommandé à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé dans le même article.

Elles doivent être introduites dans le délai fixé.

Celui-ci ne peut être inférieur à dix jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de publication au *Moniteur belge* de l'avis visé à l'article 11.

**Art. 7.** Les articles 15 et 16 du même arrêté sont remplacés par la disposition suivante :

« Article 15. Sont seules prises en considération les demandes de mutation, introduites dans la forme et le délai fixés par l'avis visé à l'article 11.

Article 16. Pour chacun des emplois des fonctions de sélection offerts la mutation, les membres du personnel qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises sont classés d'après l'ancienneté de service acquise, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'avis visé à l'article 11.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, sont applicables les dispositions de l'article 7, alinéa 2 ».

**Art. 8.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 20. Les emplois des fonctions de promotion à conférer par mutation sont portés à la connaissance des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique que ces emplois peuvent être conférés par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française, à la fonction de promotion dont relève l'emploi à conférer, titulaires d'un emploi de ladite fonction et qui comptent, à la date du 1er janvier de l'année considérée, un an de service au moins dans ladite fonction de promotion après leur nomination à titre définitif à cette fonction.

Cet avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes de mutation doivent être introduites ».

**Art. 9.** L'article 21 du même arrêté est abrogé.

**Art. 10.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. Les demandes de mutation visées à l'article 20 doivent être envoyées, sous pli recommandé à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé dans le même article.

Elles doivent être introduites dans le délai fixé. Celui-ci ne peut être inférieur à dix jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de publication au *Moniteur belge* de l'avis visé à l'article 20.

**Art. 11.** Les articles 24 et 25 du même arrêté sont remplacés par la disposition suivante :

« Article 24. Sont seules prises en considération les demandes de mutation introduites dans la forme et le délai fixés par l'avis visé à l'article 20.

Article 25. Pour chacun des emplois des fonctions de promotion offerts à la mutation, les membres du personnel qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises sont classés d'après l'ancienneté de service acquise à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'avis visé à l'article 20.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, sont applicables les dispositions de l'article 7, alinéa 2 ».

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1993.

**Art. 13.** Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 février 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

VERTALING

N. 93 — 826

[S-C — 29125]

**17 FEBRUARI 1993.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 mei 1991 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. de artikelen 32 en 80 gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 16 februari 1983 en op artikel 94 gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 februari 1983 en bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 mei 1991;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 mei 1991 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. de artikelen 1, 2, 3, 11, 12, 13, 15, 16, 20, 21, 22, 24 en 25;

Gelet op het protocol van 24 juli 1992 van sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 25 januari 1993,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van voormeld besluit van de Executieve d.d. 21 mei 1991 wordt door onderstaande bepalingen vervangen :

« Artikel 1. De door mutaties te begeven betrekkingen in wervingsambten worden ter kennis gebracht van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap door een in de maand maart van elk jaar in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen bericht.

Het bericht vermeldt dat de betrekkingen bij mutatie kunnen toegewezen worden aan personeelsleden die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast benoemd zijn in het wervingsambt waarvan de betrekking te begeven is, titularis zijn van een betrekking in dat ambt en ten minste de vermelding « goed » in hun laatste beoordelingsstaat gekregen hebben.

In het bericht worden de belangstellende personeelsleden verzocht een mutatieaanvraag in te dienen.

Tevens worden de personeelsleden die een mutatie wensen naar een betrekking van een wervingsambt die vacant zou worden ten gevolge van mutaties in de eerste ronde of in de volgende rondes, verzocht een mutatieaanvraag in te dienen.

Het bericht vermeldt de termijn binnen welke die mutatieaanvragen moeten ingediend worden en de vorm van die aanvragen ».

**Art 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3. De mutatieaanvragen bedoeld in artikel 1 moeten aangetekend gezonden worden naar het adres, dat is aangegeven in het bericht, bedoeld bij hetzelfde artikel.

De aanvragen moeten binnen de gestelde termijn ingediend worden. Deze mag niet minder dan twintig dagen bedragen. Hij gaat in op de dag, waarop het bericht bedoeld in artikel 1, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is ».

**Art. 4.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 11. Iedere door mutatie te begeven betrekking in een selectieambt wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, door een in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen bericht ».

Het bericht vermeldt dat de betrekkingen door mutatie kunnen toegewezen worden aan de personeelsleden die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast benoemd zijn in het selectieambt waarvan een betrekking te begeven is, titularis zijn van een betrekking in dat ambt en ten minste de vermelding « goed » in hun laatste beoordelingsstaat gekregen hebben.

Het bericht vermeldt de termijn binnen welke de mutatieaanvragen moeten ingediend worden en de vorm van de aanvragen ».

**Art. 5.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 6.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 13. De mutatieaanvragen bedoeld in artikel 11 moeten aangetekend gezonden worden naar het adres, dat is aangegeven in het bericht bedoeld bij hetzelfde artikel.

De aanvragen moeten binnen de gestelde termijn ingediend worden. Deze mag niet minder dan tien dagen bedragen. Hij gaat in op de dag, waarop het bericht bedoeld in artikel 11, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is ».

**Art. 7.** De artikelen 15 en 16 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« Artikel 15. Alleen de mutatieaanvragen ingediend in de vorm en binnen de termijn voorgeschreven bij het in artikel 11 bedoelde bericht worden in aanmerking genomen.

Artikel 16. Voor ieder van de door mutatie te begeven betrekkingen in selectieambten worden de personeelsleden die regelmatig een mutatieaanvraag ingediend hebben en de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt naar de door hen op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het in artikel 11 bedoelde bericht verworven anciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit geldt artikel 7, 2e lid ».

**Art. 8.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 20. Iedere door mutatie te begeven betrekking van een bevorderingsambt wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, door een in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen bericht.

Het bericht vermeldt dat de betrekkingen door mutatie kunnen toegewezen worden aan de personeelsleden die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast benoemd zijn in het bevorderingsambt waarvan een betrekking te begeven is, titularis zijn van een betrekking in dat ambt en op 1 januari van het beschouwde jaar ten minste één jaar dienst tellen in dat ambt na hun vaste benoeming in dat ambt.

Het bericht vermeldt de termijn binnen welke de mutatieaanvragen moeten ingediend worden en de vorm van de aanvragen ».

**Art. 9.** Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 10.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 22. De mutatieaanvragen bedoeld in artikel 20 moeten aangetekend gezonden worden naar het adres, aangegeven in het bij hetzelfde artikel bedoelde bericht.

De aanvragen moeten binnen de gestelde termijn ingediend worden. Deze mag niet minder dan tien dagen bedragen. Hij gaat in op de dag, waarop het bericht bedoeld in artikel 20, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is ».

**Art. 11.** De artikelen 24 en 25 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« Artikel 24. Alleen de mutatieaanvragen ingediend in de vorm en binnen de termijn voorgeschreven bij het in artikel 20 bedoelde bericht, worden in aanmerking genomen.

Artikel 25. Voor ieder van de door mutatie te begeven betrekkingen in bevorderingsambten worden de personeelsleden die regelmatig een mutatieaanvraag ingediend hebben en de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt naar de door hen op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het in artikel 20 bedoelde bericht verworven anciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit geldt artikel 7, 2e lid ».

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1993.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 februari 1993

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

F. 93 — 827

**17 FEVRIER 1993.** — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'article 3 de l'arrêté ministériel du 24 octobre 1974 pris en application de l'article 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 167 remplacé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1989;

Vu l'arrêté ministériel du 24 octobre 1974 pris en application de l'article 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté ministériel du 19 janvier 1988;

Vu le protocole du 24 juillet 1992 du Comité de Secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 25 janvier 1993,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 3 de l'arrêté ministériel du 24 octobre 1974 pris en application de l'article 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat, modifié par l'arrêté ministériel du 19 janvier 1988, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Dans le courant du mois d'octobre de chaque année, les membres du personnel intéressés sont invités, par avis inséré au *Moniteur belge*, à faire connaître, dans les dix jours, par pli recommandé à l'adresse indiquée dans cet avis, leurs desiderata en matière de rappel à l'activité de service. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1993.

**Art. 3.** Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 février 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,  
E. DI RUPO

VERTALING

N. 93 — 827

**17 FEBRUARI 1993.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van artikel 3 van het ministerieel besluit van 24 oktober 1974, ter uitvoering van artikel 167 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de rijksonderwijsinrichtingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwyzend personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhankelijk zijn, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 167, vervangen bij besluit van de Executieve d.d. 26 juli 1989;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 oktober 1974 ter uitvoering van artikel 167 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij ministerieel besluit van 19 januari 1988;

Gelet op het protocol d.d. 24 juli 1992 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 25 januari 1993,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het ministerieel besluit van 24 oktober 1974 ter uitvoering van artikel 167 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij ministerieel besluit van 19 januari 1988, wordt door onderstaande bepaling vervangen :

« Art. 3. In oktober van elk jaar worden de betrokken personeelsleden bij een in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen bericht verzocht, binnen tien dagen, bij aangetekend schrijven naar het in bedoeld bericht vermelde adres, hun wensen inzake terugroeping in actieve dienst kenbaar te maken. »